

OUTIL 04

Mesures de prévention et de préparation concernant les enfants non accompagnés ou séparés de leur famille

Mesures de préparation générales à l'intention des organisations qui mettent en œuvre des programmes en faveur des enfants non accompagnés ou séparés de leur famille

Étape 1 : évaluer le risque, la vulnérabilité et la capacité à intervenir et renforcer/élargir/consolider les capacités, selon que de besoin (voir le chapitre 3.1) :

- Évaluer le risque de séparation et la vulnérabilité y afférente – par exemple eu égard aux dangers, à la vulnérabilité et aux pratiques d'accueil des enfants.
- Évaluer les pratiques locales existantes en faveur de la prévention de la séparation des familles, de la réunification et de la mise en place d'arrangements de protection de remplacement au bénéfice des enfants non accompagnés ou séparés de leur famille.
- Évaluer le degré de fonctionnement et les capacités des services publics de protection sociale et des services de protection de l'enfance existants à l'échelle nationale et locale.
- Recenser les capacités locales d'intervention (en collaboration avec la communauté touchée, si possible).
- Identifier les partenaires nationaux et internationaux potentiels en matière d'identification, de collecte de preuves documentaires, de repérage et de réunification, et planifier conjointement la répartition géographique et fonctionnelle des responsabilités en assurant la participation du Comité international de la Croix-Rouge (CICR) (lorsqu'il est présent) et des Sociétés nationales.
- Mettre en œuvre des initiatives de renforcement des capacités et de formation selon que de besoin.

Étape 2 : renforcer ou mettre en place la coordination (voir le chapitre 4) :

- Veiller à ce que la coordination, y compris de la préparation aux situations d'urgence, opère dans le cadre du groupe de la protection/ protection de l'enfance ou d'un autre cadre de coordination pour les situations d'urgence, inclue s'il y a lieu les partenaires gouvernementaux/nationaux et soit concertée avec le CICR et les Sociétés nationales.
- S'assurer que la coordination est intégrée dans l'ensemble de la structure de coordination interinstitutions et que les articulations intersectorielles sont mises en place.
- S'assurer que les mécanismes de coordination transfrontaliers/régionaux sont mis en place ou renforcés, le cas échéant.
- S'il y a lieu, élaborer des procédures opérationnelles permanentes ou d'autres outils (tels qu'un mémorandum d'accord ou une lettre d'intention) portant sur les rôles et responsabilités des personnes intervenant dans les programmes d'identification, de collecte de preuves documentaires, de repérage et de réunification et en faveur des enfants non accompagnés ou séparés de leur famille, qui prévoient des méthodes d'orientation, l'échange d'informations et le rôle des structures communautaires.
- Établir un premier contact et discuter d'une possible collaboration future avec tous les secteurs pertinents qui participent à l'action humanitaire globale.

Étape 3 : veiller à ce que des politiques, normes, outils et procédures appropriés soient disponibles aux fins du travail auprès des enfants non accompagnés ou séparés de leur famille :


- Adopter et promouvoir l'utilisation de normes communes et assurer leur disponibilité, lorsque cela est possible, dans les langues pertinentes, au moyen d'une traduction immédiate.
 - *Principes directeurs inter-agences relatifs aux enfants non accompagnés, 2004*
 - *The Alternative Care in Emergencies (ACE) Toolkit, 2013*
 - Groupe de travail interinstitutions sur les enfants non accompagnés ou séparés de leur famille (GTI-ENAS), *Lignes directrices relatives à la protection de remplacement pour les enfants, 2009*
 - *En marche vers la mise en œuvre des « Lignes directrices relatives à la protection de remplacement pour les enfants », CELCIS, 2012*

- *Standards minimums pour la protection de l'enfance dans l'intervention humanitaire*, 2012
- Comité des droits de l'enfant des Nations Unies, *Observation générale no 6 sur le traitement des enfants non accompagnés et des enfants séparés en dehors de leur pays d'origine*¹, 2005
- Haut-Commissaire des Nations Unies pour les réfugiés, *Note sur les politiques et procédures à appliquer dans le cas des enfants non accompagnés en quête d'asile*, 1997²
- Lorsque la politique/les procédures présentent des lacunes (par exemple, en matière de hiérarchisation des dossiers), combler ces dernières dans le cadre du groupe de coordination relatif aux enfants non accompagnés ou séparés de leur famille.
- Promouvoir l'utilisation de formulaires normalisés aux fins d'identification, de collecte de preuves documentaires, de repérage et de réunification (comme convenu par le GTI-ENAS mondial), en les adaptant uniquement lorsque cela est nécessaire au vu du contexte local. Étudier la possibilité de formulaires bilingues et veiller à ce que des fournitures adaptées soient distribuées aux acteurs compétents après qu'ils ont été formés à les utiliser.
- Préparer la mise en œuvre des systèmes de gestion des informations : il est possible d'utiliser un simple système papier ou Excel, ou d'opter (en présence tant du besoin que des capacités humaines, techniques et financières) pour la mise en œuvre d'un système de base de données électronique spécifique³ (voir le chapitre 7.3).
- Définir une politique/des procédures relatives à la confidentialité et à la sécurité de l'information (protocoles de protection des données⁴, stockage sûr et sécurité des données lors des évacuations).
- Élaborer des systèmes aux fins d'analyse et de retour rapide des informations relatives aux séparations pendant la situation d'urgence en vue de prévenir d'autres séparations.
- Adapter au contexte local les principaux messages de sensibilisation relatifs aux campagnes d'information sur la prévention de la séparation et faire traduire les matériels sans délai.

Mesures de préparation spécifiques à prendre avec le gouvernement, les organisations nationales et les acteurs de la société civile

Étape 1 : préconiser et renforcer les capacités (selon les besoins) en vue de produire les résultats suivants :

Cadre juridique et politique :

- Législation nationale relative à la protection de l'enfance (y compris relative à l'adoption et au placement familial) qui assure la protection nécessaire aux enfants non accompagnés ou séparés de leur famille, y compris aux enfants réfugiés, dans le respect du droit international humanitaire et des droits de l'homme, et notamment de la Convention des Nations Unies relative aux droits de l'enfant ;
- Politique en vue de promouvoir le placement en milieu familial/communautaire, de limiter le développement du placement en institution et de restreindre son usage aux situations dans lesquelles il est vital ;
- Politique en vue de réglementer les centres de soins résidentiels, qui prévoit l'enregistrement et la surveillance de tous les centres, la mise en œuvre de mesures d'archivage et de gestion des dossiers, de strictes politiques et procédures de sélection et des normes minimales en matière de placement ;
-  Politique en vue d'éviter la détention d'enfants migrants non accompagnés ou séparés de leur famille, et d'assurer un accès équitable et rapide à la procédure d'asile ;
- Politique et mesures concrètes permettant de surveiller les risques de traite, d'enlèvement, de recrutement d'enfants par des forces armées ou des groupes armés et d'adoption illégale d'enfants non accompagnés ou séparés de leur famille, et de les prévenir ;
- Politique relative et accès aux documents d'identité juridiques, y compris à l'enregistrement des naissances pour les nouveau-nés dans les populations réfugiées et déplacées, afin de les protéger contre la perte d'identité ou l'impossibilité d'accéder à des services.

Systèmes de protection de l'enfance :

- Services de protection sociale fonctionnels comprenant les capacités nécessaires à la gestion efficace des dossiers, y compris la surveillance et le suivi des enfants à risque ;
- Coordination renforcée entre les services sociaux et les acteurs de la protection de l'enfance pertinents, et accord sur les modalités d'action en vue de prévenir la séparation en cas de situation d'urgence et d'y répondre ;
- Procédures et capacités professionnelles en vue de procéder à une évaluation de l'intérêt supérieur (EIS) et, le cas échéant, à une détermination de l'intérêt supérieur (DIS) ;
- Enregistrement et enregistrement actualisé de tous les enfants bénéficiant d'une protection de remplacement. Systèmes en place aux fins du suivi des dossiers dans le cas de mouvements, de réimplantation ou d'évacuation de populations ; politique et lignes directrices sur les moyens d'assurer la sécurité des enfants dans les situations d'urgence et sur les interventions en cas de disparition d'enfants non accompagnés ou séparés de leur famille ;
- Mécanismes de surveillance des familles qui présentent un risque de séparation et mécanismes d'orientation ;
- Mesures visant à prévenir la séparation des enfants handicapés et à garantir que les besoins des enfants handicapés non accompagnés ou séparés de leur famille sont satisfaits dans les situations d'urgence ;
- Assurer l'accessibilité du système de protection de l'enfance, y compris des activités axées sur les réfugiés, à tous les enfants :
 - Veiller à ce que les politiques nationales relatives aux enfants non accompagnés ou séparés de leur famille, y compris à la protection de remplacement et à la réunification familiale, prennent expressément en compte les besoins des enfants réfugiés et prévoient des dispositions pertinentes permettant d'assurer un placement dans la communauté des enfants réfugiés.
 - Veiller à ce que les rôles et les responsabilités parmi les différents organes gouvernementaux responsables de la protection de l'enfance et de celle des réfugiés (par exemple, le Ministère de la protection sociale et le Ministère de la protection des frontières/ de l'intérieur) soient clairement définis en ce qui concerne les enfants non accompagnés ou séparés de leur famille, et formés à la protection de l'enfance et des réfugiés.

- Veiller à ce que les services publics de protection de l'enfance soient adaptés aux besoins des enfants réfugiés (par exemple, en s'attaquant aux obstacles linguistiques, culturels, religieux, géographiques et socio-économiques).
- Assurer l'accès des enfants réfugiés à l'enregistrement des naissances (voir ci-dessous).

Coopération et recensement :

- Accès des organisations qui travaillent auprès d'enfants non accompagnés ou séparés de leur famille aux communautés touchées ainsi qu'à toutes les structures de placement en institution d'enfants ;
- Identification des principaux acteurs nationaux qui interviennent dans la protection de remplacement ainsi que de leurs activités et rôles actuels ;
- Participation des dirigeants locaux à la planification, à la gestion et à la fourniture de la protection de remplacement par le renforcement des capacités et des activités de formation ;
- Coopération avec les ambassades/consulats pertinents en vue de prévenir les mouvements irréguliers ou injustifiés d'enfants non accompagnés ou séparés de leur famille en dehors du pays.

Mesures de préparation spécifiques à prendre avec les acteurs de l'ensemble de la communauté humanitaire

Étape 1 : convaincre les organisations de contribuer à prévenir la séparation et à préserver l'unité de la famille en prenant en compte dans leur planification la nécessité :

- De fournir le soutien nécessaire aux services de base, en veillant à ce que tous les ménages aient accès le plus rapidement possible aux articles de secours de base, et notamment aux trousseaux familiales, aux services de santé, à l'éducation et à un soutien psychosocial.
- D'allouer, lorsque cela est possible, des ressources à la surveillance, à l'appui et à la gestion des possibilités de placement en milieu familial d'enfants non accompagnés ou séparés de leur famille, plutôt qu'au placement en institution.
- De limiter le développement des options de placement en institution et de restreindre leur utilisation aux seules situations où elles sont absolument nécessaires.
- D'apporter une aide matérielle/financière adaptée aux familles vulnérables qui leur permettra de continuer à s'occuper de leurs enfants.

Étape 2 : attirer l'attention sur la séparation des familles, le danger de séparation, les risques que courent les enfants non accompagnés ou séparés de leur famille, et les moyens de prévenir la séparation et de préserver l'unité de la famille :

- Proposer d'examiner les pratiques, de travailler avec d'autres acteurs, de fournir des ressources ou d'élaborer des lignes directrices relatives à la prévention de la séparation.
- Mettre en avant la nécessité d'un archivage en bonne et due forme, tel que celui des registres de toutes les hospitalisations, sorties d'hôpital, décès et évacuations médicales.
- Proposer de fournir des informations/d'assurer des formations sur la prise en compte systématique afin de prévenir la séparation et de préserver l'unité de la famille.

★ [Voir le chapitre 3.1.4, Messages-clés destinés aux acteurs d'autres secteurs de l'intervention humanitaire](#)

★ [Voir l'outil 9 : Exemple de fiche plastifiée destinée aux partenaires intersectoriels](#)

Étape 3 : se concerter étroitement avec les acteurs qui mènent des évacuations humanitaires, y compris d'enfants, en vue de préserver l'unité familiale lors des évacuations :

- En premier lieu, protéger et aider sur place.
- Ne jamais participer à des évacuations non librement consenties.
- Organiser et mettre en œuvre des évacuations dans le cadre d'un plan d'action coordonné prévoyant le point de départ et la destination.
- Fournir aux familles des informations exhaustives afin qu'elles puissent donner leur consentement éclairé.
- Dans la mesure du possible, évacuer les enfants avec des membres adultes de leur famille.
- N'évacuer les enfants sans membres de leur famille qu'en dernier recours et à titre temporaire.
- Procéder à l'évacuation dans un lieu sûr et adapté le plus proche possible, qui préserve les attaches culturelles et linguistiques et assure un retour facile.
- Assurer la supervision du placement/de la protection des enfants par des services de protection sociale nationaux ou locaux.
- Maintenir la communication entre les enfants et leurs familles, quand bien même elle requiert des efforts particuliers.
- Tenir des registres complets de toutes les évacuations.

Mesures de préparation spécifiques à prendre avec la communauté touchée (selon le contexte et le temps disponible)

Étape 1 : demander par quels moyens les populations touchées ont évité les séparations lors de précédentes situations d'urgence et si ces idées peuvent être reprises ou appuyées.

Étape 2 : mener des actions à l'échelle de la communauté telles que :

- **Constituer ou renforcer des groupes locaux de protection de l'enfance et travailler avec les familles et les enfants** en vue de renforcer leur capacité à :
 - Analyser les risques de séparation.
 - Mettre en œuvre des mesures communautaires, y compris de sensibilisation, et enseigner aux parents et enfants des compétences leur permettant de prévenir la séparation, par exemple :
 - Apprendre aux enfants le nom de leurs parents/du village où ils habitent, etc., et ce qu'ils doivent faire s'ils sont séparés de leur famille.
 - Apprendre aux parents à expliquer à leurs enfants de ce qu'ils doivent faire en cas de fuite et/ou de séparation (en d'autres termes, élaborer des stratégies familiales).
 - Le cas échéant, présenter aux parents et aux enfants des technologies utiles en cas de séparation.
- Identifier, former et soutenir les membres de la communauté afin qu'ils assument des rôles précis en matière de prévention de la séparation, par exemple en contribuant à aider les enfants particulièrement vulnérables, notamment ceux qui sont très jeunes ou malades, handicapés, ou vivent en dehors de leur structure familiale ou dans des ménages dirigés par un enfant.
- Discuter et planifier avec les communautés des scénarios possibles qui prévoient le déplacement ou l'évacuation d'enfants handicapés. Bien qu'il soit important de faire preuve de tact et de ne pas créer la panique, les personnes (y compris les enfants) seront plus sereines si elles sont préparées.
- Prévenir le recrutement des enfants par des forces armées ou des groupes armés.
- **Identifier et surveiller les sites présentant un risque de séparation de familles** (tels que les lieux de halte sur les itinéraires de fuite, les nœuds de transport, les postes frontière ou les sites de distribution), déployer le personnel de la protection de l'enfance afin de mettre en œuvre des activités de prévention adaptées au contexte selon que de besoin.
- **Déterminer/identifier de manière stratégique des « points enfants perdus », des sites de protection de l'enfance ou des « points focaux »** ouverts à toute personne désireuse de s'informer et permettant de recueillir des preuves documentaires concernant les enfants non accompagnés ou séparés de leur famille, de prendre des décisions concernant leur prise en charge, et d'enregistrer les informations relatives aux enfants dont on est sans nouvelles. Il pourrait s'agir d'antennes locales et de volontaires de la Croix-Rouge/du Croissant-Rouge qui œuvrent à rétablir les liens familiaux, y compris ceux qui travaillent dans les camps de personnes déplacées à l'intérieur de leur pays, de personnes en transit et de réfugiés. Veiller à ce que le personnel soit clairement identifié et bien faire comprendre qu'il ne s'agit pas de lieux où les enfants peuvent être pris en charge ou laissés.
- **Mener des campagnes d'information afin d'informer les communautés en transit sur les moyens de prévenir la séparation et les personnes à qui signaler la perte d'un enfant** (voir le chapitre 3.1.4).
- **Identifier les centres de soins résidentiels** et collaborer avec le personnel de ces établissements afin de veiller à ce que les enfants n'y soient placés qu'en dernier recours, prévoir des moyens d'assurer la sécurité des enfants et de faciliter leur retour dans leurs familles, ou au moins leur communication avec ces dernières.
- Intégrer dans les **programmes scolaires** des messages de sensibilisation à la réduction des risques de catastrophe ou à la prévention de la séparation.
- **Collaborer avec les autorités et identifier et aider les réseaux communautaires en vue de renforcer les capacités des systèmes de protection de l'enfance à l'échelle locale** (voir le chapitre 6.1.1).
- Collaborer avec les communautés et les partenaires intersectoriels afin d'élaborer des critères et procédures visant à déterminer et à **fournir une aide ciblée aux familles vulnérables à la séparation au moyen de programmes de protection sociale/en faveur des moyens de subsistance**, par exemple par des transferts en espèces. Il est possible de contribuer à prévenir la séparation « stratégique » en assurant à tous les ménages un accès sur un pied d'égalité aux articles de secours de base et à d'autres services (voir la matrice à la page 278 du Manuel : Programmes intersectoriels favorisant le bien-être des ENAS et répondant à leurs besoins).

Étape 3 : organiser une campagne d'information publique avec :

- Des messages normalisés sur la protection de l'enfance adaptés aux enfants ainsi que sur le plan culturel et social, rapidement adaptés à la culture/au contexte⁵ et traduits dans les langues/dialectes locaux ; en prévoyant des matériels sous forme d'images pour les personnes qui ne savent pas lire ;
- Divers médias pertinents/appropriés originaux pour communiquer les messages, tels que SMS (service de messages), radio locale, prospectus, affiches, troupes de théâtre, cérémonies, chants/danses ou annonces dans des lieux publics, de distribution générale d'aide humanitaire ou de soins de santé (alimentation du nourrisson, par exemple) ;
- La parole de personnalités locales de confiance, d'anciens, de responsables des communautés et d'enfants ; en aidant les enfants à formuler et à diffuser des messages sur la prévention de la séparation dans les communautés, y compris dans les salles de classe et dans les centres religieux ;
- Des messages qui sont élaborés en tenant compte des suggestions des communautés locales, y compris des enfants, testés avant usage et axés sur des activités positives, par exemple :
 - Promouvoir l'unité de la famille et les avantages d'un placement en milieu familial (comparé au placement en institution, de manière générale) ; exposer les risques d'une séparation ;
 - Informer les personnes qui s'occupent d'enfants d'autres personnes, les encourager à garder les enfants avec eux si elles doivent quitter leur domicile ;

- Conseiller les personnes qui ont perdu des enfants et les enfants qui ont perdu leurs parents/les personnes qui s'occupent d'eux (signalement aux autorités ou aux organisations humanitaires) ;
- Conseiller les personnes qui trouvent un enfant qui semble seul/perdu (par exemple, consulter les personnes à proximité du lieu où l'enfant est trouvé avant de le déplacer, conserver les objets trouvés avec lui et signaler l'enfant aux autorités ou aux organisations humanitaires) ;
- Rassurer les personnes en leur expliquant que les signes de mal-être chez les enfants sont normaux dans les périodes difficiles, et les conseiller sur la manière dont elles peuvent se rendre utiles ;
- Moyens permettant de réduire les risques auxquels sont exposés les enfants éloignés à des fins de prise en charge (par exemple, veiller à ce que l'enfant comprenne les stratégies, leurs causes et comment garder le contact) ;
- Moyens de protéger les enfants (par exemple, ne pas envoyer les enfants chercher de la nourriture, de l'eau ou du bois de chauffage sans adulte et organiser leur garde pendant que des adultes exécutent ces tâches ; ne pas confier d'enfant à des étrangers proposant une prise en charge ou un travail en échange du couvert, du gîte ou d'argent) ;
- Moyens de prévenir la séparation, par exemple :
 - Bracelets/étiquettes indiquant l'identité des jeunes enfants avant des mouvements de population planifiés uniquement, et non pour identifier des enfants non accompagnés ou séparés de leur famille ;
 - Apprendre aux jeunes enfants leur nom de famille et le nom du village ou de la ville où ils habitent, éventuellement à l'aide de chansons ou de poèmes ;
 - Encourager les frères et sœurs plus âgés à prendre soin des plus jeunes ;
 - Ne pas faire porter à de jeunes enfants des charges lourdes qui peuvent les ralentir ;
 - Convenir avec tous les membres de la famille d'un point de rendez-vous en cas de séparation ;
 - Méthodes permettant aux familles de rester ensemble dans les foules ou lors de longues marches (par exemple, garder les enfants de petite taille devant soi ou leur donner un objet auquel s'accrocher).

★ Voir l'outil 6 : Messages de prévention de la séparation destinés aux parents et aux personnes qui s'occupent d'enfants

★ Voir l'outil 7 : Messages de prévention de la séparation destinés aux enfants

Mesures de préparation spécifiques à prendre avec les médias locaux et internationaux

Étape 1 : fournir des informations expliquant les points suivants (avec des éléments factuels et des exemples) :

- Comment fonctionne le repérage des familles, en précisant que la majorité des enfants non accompagnés ou séparés de leur famille ont des membres de leur famille en vie qu'ils peuvent retrouver ;
- Les avantages d'un placement en milieu familial et communautaire et les risques d'un placement en institution ;
- Les risques, problèmes, législations et lignes directrices concernant l'adoption dans les situations d'urgence ;
- Les risques, problèmes et lignes directrices concernant l'évacuation à des fins médicales ou autres ;
- Les lignes directrices/ressources à l'intention des journalistes sur la protection des enfants non accompagnés ou séparés de leur famille contre toute atteinte (utilisation des images, confidentialité, protection des informations sur les lieux où se trouvent des enfants non accompagnés ou séparés de leur famille)⁶.

Étape 2 : encourager une couverture médiatique des enfants qui met en avant leur résilience et l'importance qu'ils demeurent avec leur famille et leur communauté, et ne les dépeint pas comme des victimes impuissantes.

- [1] Comité des droits de l'enfant des Nations Unies, *Observation générale no 6 sur le traitement des enfants non accompagnés et des enfants séparés en dehors de leur pays d'origine*, disponible à l'adresse www.refworld.org/cgi-bin/texis/vtx/rwmain/opendocpdf.pdf?reldoc=y&docid=4ffd3ea52, page consultée le 11 janvier 2016.
- [2] HCR, *Note sur les politiques et procédures à appliquer dans le cas des enfants non accompagnés en quête d'asile, 1997*, disponible à l'adresse www.refworld.org/cgi-bin/texis/vtx/rwmain/opendocpdf.pdf?reldoc=y&docid=47440c932, page consultée le 11 janvier 2016.
- [3] Le Comité international de la Croix-Rouge utilise ses propres outils de gestion des informations et de base de données, mais accepte d'échanger des informations, selon qu'il convient, avec des organisations humanitaires qui interviennent auprès d'enfants non accompagnés ou séparés de leur famille, pour autant que le bénéficiaire (enfant ou adulte) ait autorisé le CICR à communiquer ces données à d'autres organisations.
- [4] *Inter-agency Child Protection Information Management System [IA CP IMS] Training Manual, part 2, section VIII. Handouts/Additional Resources, Document 5, 'Template data-protection protocols'*, disponible à l'adresse <http://cpwg.net/resource-topics/training-packages>, page consultée le 11 janvier 2016.
- [5] Voir les outils 6 et 7 pour consulter des exemples de messages normalisés sur la protection de l'enfance qu'il est possible d'adapter rapidement et de traduire en vue d'une utilisation immédiate.
- [6] Pour obtenir des informations sur les directives relatives aux médias, voir Save the Children, *Interviewing Children: A guide for journalists and others*, Save the Children, 1998.